DEBAT SUR LE « CHOC DES CIVILISATIONS »

(paru dans la revue *Le Choc du mois*, Paris, 1, mai 2006)

Trois hommes et un concept

Notre grand débat

Il est des débats qui ont pour objet d'apporter au lecteur les réponses qu'il est supposé attendre, définitives et tranchées, le choix des participants permettant à chacun de s'identifier avec son « héros ». Il en est d'autres qui ouvrent des perspectives et amènent le lecteur, non seulement, peut-être, à reconsidérer ses positions, mais aussi à repenser en d'autres termes la problématique de départ. C'est évidemment cette deuxième formule que nous avons choisie. Quand Alain de Benoist, Christophe Réveillard et Guillaume de Tanoüarn débattent, on ne peut que réfléchir avec eux. Sur la marche du monde. Et sur notre propre identité.

Alain de Benoist : écrivain, philosophe. Dirige depuis 1968 la revue *Nouvelle Ecole* et, depuis 1988, la revue *Krisis*. Il est l'auteur d'une cinquantaine de livres consacrés à la philosophie politique et à l'histoire des idées, traduits en de nombreuses langues étrangères. Derniers ouvrages parus : *Critiques – Théoriques* (L'Age d'homme, 2003), *Au-delà des droits de l'homme* (Krisis, 2004), *Bibliographie générale des droites françaises* (4 vol., Dualpha, 2004-2005).

Christophe Réveillard : historien, chercheur à la Sorbonne, diplômé de droit international public, il est co-directeur de la revue d'étude politique *Conflits actuels*. Il a notamment publié des ouvrages sur l'histoire européenne. Il a co-dirigé (avec D. Barjot) *L'Américanisation de l'Europe occidentale au XXe siècle. Mythe et réalité*, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne (2002).

Guillaume de Tanoüarn : ordonné prêtre en 1989, directeur du Centre culturel Saint-Paul, il anime la revue mensuelle *Objections*. Il consacre ses travaux, depuis quelques années, à une critique à la fois théologique et « politique » de la réception du concile Vatican II dans l'Eglise catholique. Dernier ouvrage paru : *L'Evidence chrétienne* (2005).

Le Choc du Mois : Est-ce que l'expression de « choc des civilisations », popularisée par Huntington, correspond selon vous à une réalité, à une potentialité ou à une vue de l'esprit ?

G. de T. : Dans l'histoire de l'humanité, en principe, plus une civilisation est élevée, plus elle est autosuffisante et moins a priori elle est agressive, parce qu'elle trouve en elle-même ce qui lui est nécessaire. Les grandes agressions viennent non pas des civilisations mais de ceux qu'on appelle les barbares et qui aspirent à l'état civilisationnel qu'ils n'ont pas.

Cela posé, il se passe en ce moment quelque chose d'un peu étonnant : autant la notion de choc des civilisations, dans l'abstrait, paraît peu pertinente, autant, pour essayer de décrire ce qui se passe concrètement entre le monde arabe, Israël et les Américains, il est difficile de ne pas trouver une pertinence à l'opposition de civilisations, opposition qui traduit l'émergence d'enjeux qui, au départ, sont des enjeux religieux, mais ont été laïcisés, idéologisés, et qui finalement attisent les oppositions entre Etats et les justifient.

Il semble en tout cas que l'opposition des Etats ne soit plus suffisante pour rendre compte des relations internationales dans leur turbulence puisqu'on se retrouve avec une organisation comme Al Qaida par exemple, au delà de la politique des Etats.

C. R. : La définition du « choc des civilisations » est effectivement problématique parce qu'elle recouvre une multitude d'aspects et pose nombre de questions. Est-ce vraiment la civilisation dans sa définition classique qui est rentrée de plain-pied dans le conflit actuel ? Ne sommes-nous pas au contraire face à une question de choc d'acteurs de puissance dans le monde, qu'il soit étatique – l'Etat restant l'acteur principal en géopolitique, en tout cas jusqu'à maintenant – ou non étatique avec Al Qaida, qui est tout sauf, effectivement, le réseau structuré à l'échelle mondiale que l'on veut nous faire croire puisqu'il y a des milliers de cellules *jihadies* qui se créent indépendamment de lui, dans des circonstances qui leurs sont propres et avec des modes opératoires particuliers ? Il y a donc un problème de définition, qui va conduire à des interprétations et des conclusions complètement différentes.

Autre problème : le « choc » se déroule-t-il au niveau religieux, au niveau politique, ou, sous couvert de « civilisation », s'apparente-t-il par exemple à l'idéologie déterministe de style marxiste qui ne relèverait d'une opposition purement temporelle ?

Je crois que le « choc des civilisations », tel qu'il est proposé clefs en mains par les Américains, qui intègrent, ce qui n'est évidemment absolument pas innocent, Israël dans le bloc occidental, et imposent aux Européens de suivre le mouvement, s'inscrit dans une méthodologie de pouvoir et de puissance tout à fait modélisée. Nous ne sommes pas dans la définition la plus large, la plus haute de la civilisation. En revanche, cette instrumentalisation joue malheureusement un rôle d'occultation des véritables enjeux d'identité géopolitique, religieuse et civilisationnelle dont l'importance et l'acuité sont vitales pour les peuples, notamment européens.

A. de B. : Il y a toujours eu des frictions civilisationnelles, de haute ou basse intensité, au cours de l'histoire. Qu'elles aient tendance à s'exacerber dans un monde aujourd'hui globalisé paraît tout à fait normal, inévitable. Cela dit, je pense que cette formule passe-partout de « choc des civilisations » est très contestable.

Nous sommes aujourd'hui dans un monde incertain, un monde de transition, qui résulte de l'effondrement d'un ordre général du monde, et dans l'esquisse problématique d'un autre ordre, dont on ne discerne qu'avec peine les signes avant-coureurs. Comme dans toutes les périodes de transition, nous voyons l'anxiété monter au sein d'une société où les menaces et les risque diffus ont remplacé des dangers naguère localisables. La formule accrocheuse, en forme de slogan paresseux, de « choc des civilisations », donne une représentation abusivement réductrice et simplificatrice de la complexité du monde, qui est tout à fait propre à capter cette anxiété et à alimenter différents fantasmes.

Pour ne donner qu'un exemple, il me paraît éminemment réducteur d'assimiler des phénomènes aussi différents que la situation des banlieues françaises, la répression coloniale russe en Tchétchénie, la guerre d'Irak ou d'Afghanistan, le soulèvement des Palestiniens contre l'occupation israélienne, l'avènement d'un terrorisme « global », etc., tous phénomènes qui peuvent bien entendu se recouper ponctuellement, mais qui ne sont intelligibles qu'analysés séparément.

Le Choc du Mois : Est-il possible de retracer l'historique du concept de « choc des civilisations » et de préciser le sens que lui donne Huntington, sachant que la formule date au moins des années 1950 sous la plume de l'islamologue britannique Bernard Lewis ?

A. de B. : C'est en 1993 que Samuel Huntington a lancé cette expression, d'abord dans deux articles, dont l'un s'intitulait « Vers un choc des civilisations ? », avec un point d'interrogation, puis dans un livre qui, ayant supprimé le point d'interrogation, a rapidement popularisé le concept. Qui est Huntington ? Fondateur de la revue *Foreign Affairs*, il a occupé un poste très important au Conseil national de sécurité dans l'administration Carter. Il a aussi été l'un des théoriciens de la Trilatérale – on lui doit notamment un rapport très controversé sur l'avenir de la démocratie. Il s'est par ailleurs révélé qu'il avait été appointé par la CIA pour faire paraître un certain nombre d'articles dans des revues universitaires, et il est toujours aujourd'hui administrateur de la Freedom House, dont le président est James Woolsey, ancien directeur de la CIA. C'est donc quelqu'un de très lié à l'establishment et aux cercles dirigeants des Etats-Unis.

Sa thèse est que, depuis la chute de l'Union soviétique, voire depuis la guerre russo-afghane, nous sommes passés

d'une logique strictement inter-étatique dans les rapports internationaux à une logique plus souple et plus diffuse, où les « civilisations » tendent à devenir les acteurs politiques essentiels de la reconfiguration de ces rapports internationaux. C'est donc une théorie basée sur une approche globale du monde.

La formule de Huntington s'est vite répandue, mais c'est avec les attentats du 11 septembre 2001 qu'elle a vraiment connu son heure de gloire. On constate alors dans la presse mondiale un recours massif à cette notion de « choc des civilisations », qui devient une sorte de grille de lecture, permettant d'interpréter, non seulement les attentats du 11 septembre, pris comme date symbolique de la première manifestation de ce choc – Jean Baudrillard a parlé de « mère de tous les événements » –, mais aussi le contexte global qui les a rendus possibles. Huntington a lui-même apporté sa caution à cette interprétation dans un article, paru dans *Newsweek* le 17 décembre 2001.

Cependant, en se popularisant, la formule a commencé à être employée à tout bout de champ, par des gens qui n'ont bien entendu jamais lu le livre de Huntington, et encore moins ses articles. Il est donc bon de revenir un peu sur le livre, qui est un peu plus complexe que ne l'imaginent ceux qui le citent sans l'avoir lu.

Sous la triple inspiration d'Arnold Toynbee, d'Oswald Spengler et de Fernand Braudel, Huntington cherche à restituer la pluralité du monde contre l'idée de civilisation universelle. Il entend repenser le monde à partir d'un modèle ouvert sur la pluralité, et c'est dans cette perspective qu'il distingue neuf grands foyers de « civilisation ». D'autre part, contrairement à l'administration Bush, il se situe plutôt dans une perspective isolationniste. J'ai relevé dans son livre ce passage révélateur : « Pour éviter une guerre majeure entre civilisations, il est nécessaire que les Etats-noyaux s'abstiennent d'intervenir dans des conflits survenant dans d'autres civilisations. C'est un fait que certains Etats, en particulier les Etats-Unis, trouveront difficile à accepter. Cette règle de l'abstention, en vertu de laquelle les Etats-noyaux doivent s'abstenir d'intervenir dans des conflits concernant d'autres civilisations, est la condition première de la paix dans un monde multipolaire et multidimensionnel. » C'est intéressant, parce que cela s'inscrit en faux contre la politique d'agression impérialiste de l'administration Bush.

Le Choc du Mois : Tout le monde semblant d'accord sur cette présentation, quelles sont vos critiques ?

A. de B. : J'en formulerai plusieurs. Huntington, tout d'abord, a certes raison de concevoir le monde sous l'angle de la pluralité, mais son découpage du monde en neuf civilisations est à mon avis très contestable. Il est frappant par exemple que Huntington, lorsqu'il parle de l'« Occident », entende par là la communauté de destin que formeraient les Etats-Unis et la seule l'Europe occidentale. Cette dernière est chez lui arbitrairement séparée de tous les pays d'Europe centrale et orientale, qui sont rattachés à une civilisation « orthodoxe » plus ou moins dépendante de la Russie. En d'autres termes, il n'y a pas pour lui de réalité continentale européenne, mais un ensemble russo-orthodoxe et, d'autre part, un ensemble occidentalo-américain, qui est un peu la pierre angulaire de sa modélisation géopolitique. Ce qui l'amène à ignorer totalement la Méditerranée, qui pourrait constituer une zone médiatrice dans la perspective qui est la sienne. Huntington tente ainsi d'abolir la distinction, fondamentale en géopolitique, entre les puissances de la Terre et les puissances de la Mer.

Lorsqu'il en vient à la confrontation de l'islam et de l'Occident, Huntington a d'autre part tendance à poser ces deux « civilisations » comme des ensembles homogènes et unitaires, ce qu'elles ne sont évidemment pas. L'« Occident » n'est pas unitaire, car le fossé euro-américain que Huntington voudrait voir se combler n'a cessé de se creuser au fil des années. Et l'islam est encore moins homogène. Les problèmes de l'islam ne sont évidemment pas les mêmes en Albanie, en Algérie, en Arabie saoudite, en Irak, au Maroc, en Iran, pour ne rien dire de l'Indonésie, qui est aujourd'hui le plus grand pays musulman du monde, ce qui veut dire que le centre de gravité de l'islam tend à se déplacer du monde arabe vers le monde asiatique. Je rappellerai aussi que, lors des dernières interventions américaines, le Pakistan, l'Egypte, l'Arabie saoudite, la Jordanie, le Maroc et les émirats se sont rangés du côté américain. Et qu'en ce moment même, en Irak, sunnites et chiites se massacrent avec acharnement.

Le Choc du Mois : La réalité serait donc plus proche d'un traditionnel rapport de forces géopolitique que de l'affrontement civilisationnel décrit ou prédit ?

C. R. : On est bien là, je suis heureux de l'entendre, dans une idéologie de pouvoir. Mais pour parler d'Huntington, il faut d'abord parler de Fukuyama. La vraie grande date géopolitique récente n'est évidemment pas celle du 11 septembre, mais celle du 9 novembre 1989 : la chute du Mur de Berlin.

La première stratégie de pouvoir lancée par les Etats-Unis dans l'après-guerre froide, c'est celle de « la fin de l'histoire » avec Fukuyama. C'est la « mondialisation heureuse », d'autant plus heureuse qu'elle est anglo-saxonne. A ce moment-là, ce sont les administrations Bush père puis Clinton qui sont au pouvoir. Ce n'est qu'ensuite, dans un contexte où les Américains ne parviennent pas à maîtriser suffisamment à leurs yeux l'évolution du monde, que se propage et est instrumentalisée l'idée lancée en 1993 par Huntington, sur des bases biaisées.

Si Huntington développe en effet une vision d'un impérialisme modéré, disons « pseudo clintonien », dans le même temps, il définit sa feuille de route à l'Europe occidentale, laquelle, dans un style très suggestif, est maintenue dans un rôle de subordonnée, suiviste d'une orientation « civilisationnelle » dont les lignes ont été fixée outre-Atlantique. On est dans une contradiction. Le processus d'américanisation n'a en fait jamais été aussi fort, et pas uniquement à cause du processus de mondialisation – les Anglo-Saxons parlent plus intelligemment de « globalisation ». Voilà les vraies questions qui sont de l'ordre de l'idéologie de pouvoir, de l'idéologie de puissance et qui ne sont pas de l'ordre civilisationnel.

A. de B. : Vous avez tout à fait raison. Avec l'effondrement du système soviétique, les Américains ont perdu le repoussoir qui avait fait leur rente depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et leur avait permis, en se posant en premiers défenseurs du « monde libre », de transformer leurs alliés en vassaux. Depuis la chute de l'« empire du Mal », il leur fallait un diable de rechange, une menace de substitution pour remédier au vide géopolitique. Il s'agissait pour eux de désigner une nouvelle « altérité radicale » par rapport à laquelle leur politique retrouverait une raison d'être, dans la perspective de « théologie politique » qui a toujours été la leur, c'est-à-dire avec une constante tendance à mener des « guerres justes » où l'ennemi n'est pas représenté simplement comme l'adversaire du moment, mais comme une figure du Mal.

G. de T. : Vous faites d'Huntington la voix de la CIA et je crois qu'il vaut mieux que cela. Il s'oppose au contraire à un certain nombre de dogmes fondamentaux de l'esprit des Lumières, qui est depuis l'origine l'esprit des Etats-Unis d'Amérique. Huntington remet en cause, à travers son concept même de civilisation, deux choses.

La première, c'est l'idée que l'humanité, selon le projet de *Traité de paix perpétuelle* de Kant, est sensée aller vers un stade où il n'y aura plus de guerre entre les Etats et où il n'y aura plus qu'une seule conception de l'homme, avec, peut-être, un Etat mondial pour fédérer les Etats locaux. Cette croyance fondamentale a court aussi bien aux Etats-Unis, qui estiment être désignés pour la mettre en œuvre, qu'en Europe occidentale. Il se trouve qu'Huntington oppose à cette vision issue des Lumières le concept de civilisation.

Qu'est ce qu'une civilisation ? Si j'en crois Saint-Exupéry, une civilisation est « un héritage de croyances, de coutumes et de connaissances lentement acquises au cours des siècles, difficiles parfois à justifier par la logique, mais qui se justifient d'elles-mêmes puisqu'elles ouvrent à l'homme son étendue intérieure ». J'ajouterai qu'elles ouvrent aussi à l'espace géographique. La notion de civilisation, contre l'esprit des Lumières et de l'homme universel, valorise l'idée que des croyances particulières, des coutumes, des connaissances, constituent l'homme. Je ne dis pas qu'Huntington se reconnaîtrait entièrement dans la définition de Saint-Exupéry, mais son travail ne s'y oppose pas fondamentalement, et il voit en tout cas dans les civilisations des espaces de paix, puisque selon lui, dans chaque civilisation, il doit y avoir des Etats phares, des Etats noyaux, qui sont chargés d'arbitrer les différends interétatiques au sein de ces blocs civilisationnels. Pour un agent de la CIA, je trouve que ce propos est contre-productif.

A. de B. : Je crois inutile de s'engager dans un débat ennuyeux et compliqué sur la notion de civilisation : s'oppose-t-elle à barbarie, à la culture, à la nature, etc. ? Disons pour faire bref que ce que Huntington appelle civilisation, c'est grosso modo ce que nous avons plutôt tendance, sous l'influence peut-être de la philosophie allemande, à appeler des cultures.

D'ailleurs le traducteur français traduit tantôt par « civilisation », tantôt par « culture », ce qui montre bien que pour Huntington ces termes sont à peu près équivalents. Mais cela n'enlève rien à l'équivoque, parce que ces cultures, Huntington veut en faire des acteurs politiques. La question qui se pose est alors de savoir par quelle magie une culture peut devenir un acteur politique global dans les rapports internationaux ?

C. R. : Je crains, M. l'abbé, que vous n'idéalisiez la vision d'Huntington. Je vois où vous voulez en venir et je partage votre objectif ultime, mais son analyse relève quand même complètement de l'aile la plus conservatrice, c'est-à-dire constructiviste, volontariste à l'américaine.

G. de T. : Certes, mais prenez son livre *Qui sommes-nous ?,* publié il y a quelques mois. Il s'y pose comme le défenseur de la civilisation américaine dans un sens très fort, puisqu'il y affirme que la civilisation américaine est anglo-protestante, et, jusqu'à preuve du contraire, ni les latinos, ni les noirs ne font partie de celle-ci. Son propos est donc, quand on y regarde de près, un propos qu'on peut contester, mais on dont on ne peut pas nier qu'il apparaît comme assez réactionnaire par rapport à la vulgaire idéologie américaine, qu'il est pourtant sensé exprimer d'après vous.

Le Choc du Mois : Huntington définit l'Occident « par le caractère particulier de ses valeurs et de ses institutions », qu'il énumère : le christianisme, certes, mais aussi « le pluralisme, l'individualisme, l'autorité de la loi », qui lui ont permis d'atteindre la « modernité » et de s'étendre. C'est un peu court.

G. de T. : Je ne fais pas d'Huntington un disciple de Bonald mais je voudrais simplement dire que son propos me semble objectivement en retrait par rapport à la vulgaire idéologie américaine de l'homme universel et du leadership américain sur le monde. La deuxième chose intéressante qu'il propose je crois à notre réflexion, c'est l'idée que l'Etat n'est plus selon lui le degré d'organisation ultime de l'humanité et que l'union des Etats n'est plus la perspective la plus belle que l'on puisse proposer à l'humanité en marche…

A. de B. : Ce n'est chez lui qu'une remarque descriptive, pas normative. Huntington constate que la marge de manœuvre dont jouissent les Etats tend aujourd'hui à se rétrécir, et qu'on voit apparaître des formes soit réticulaires, soit communautaires, d'acteurs sub-étatiques ou para-étatiques. Cela ne veut pas dire que c'est ce qu'il souhaite.

G. de T. : Oui mais c'est important qu'il décrive le monde dans lequel on est en train d'entrer. Il me semble en tout cas que cela s'impose à notre réflexion, et qu'il est un peu trop rapide de souligner ses contacts avec la CIA. C'est à cela que je voulais répondre.

Le Choc du Mois : Ne sommes-nous pas en présence de deux messianismes ? L'un, islamique et populiste, qui fait recette dans certains pays du Proche-Orient et au-delà ? L'autre, « occidental », en fait américain, qui en train de s'étendre réellement sur le globe ? L'un, latent ; l'autre, fécond ?

A. de B. : C'est une interprétation possible, mais ce n'est pas la seule. A certains égards, la théorie du « choc des civilisations » apparaît aussi comme une reformulation du thème de la guerre Nord-Sud. On peut y voir en même temps un nouvel avatar de la lutte entre la modernité et des formes sociopolitiques plus « archaïques », c'est-à-dire plus traditionnelles. Ce dernier point, qu'on sous-estime en général, est à mon sens très important. Il permet de comprendre pourquoi certaines des critiques couramment adressées à l'islam évoquent d'aussi près celles qu'au XVIIIe siècle les philosophes des Lumières adressaient aux anciennes sociétés traditionnelles européennes. L'aspect religieux devient alors secondaire, d'autant que face à l'islam il n'y a plus aujourd'hui d'« Occident chrétien ».

G. de T. : Pour qu'il y ait guerre de religion, il n'est pas nécessaire qu'il y ait deux religions en lice, il suffit qu'il y en ait qu'une.

A. de B. : Dans ce cas, ce n'est pas à une autre religion qu'elle s'attaque…

G. de T. : Les conquêtes de l'islam par exemple sur tout le pourtour méditerranéen sont des guerres de religion !

A. de B. : Autrefois, oui. Mais en ce moment ? Cela dit, votre remarque montre bien comment le « choc » dont parle Huntington est aujourd'hui spontanément retranscrit, non plus en choc des civilisations, mais en choc des religions. Or, cette retranscription ne va pas de soi. Elle est facilitée dans le cas de l'islam par le fait que ce terme peut aussi bien désigner une culture qu'une religion, mais elle ne fonctionne plus concernant l'Occident, dans la mesure où, comme je viens de le dire, il n'y a plus d'« Occident chrétien ». Si l'on veut interpréter le conflit « islam contre Occident » comme synonyme d'un conflit « islam contre chrétienté », on se heurte, de ce seul fait, à de grandes difficultés d'analyse.

Le Choc du Mois : Ne peut-on tout de même pas considérer que le « fait religieux » imprègne encore la mémoire collective bien au-delà de la pratique religieuse ? Et que les « racines chrétiennes de l'Europe », reconnues ou non, demeurent dans les esprits ?

G. de T. : On pourrait effectivement dire que la civilisation, c'est ce qui reste du poids du religieux quand il n'y a plus de religion active. Et on peut se demander si la guerre de civilisations n'est pas une expression trop belle pour désigner les nouvelles guerres idéologiques qui interviennent après la chute du monde marxiste, guerre entre l'idéologie musulmane, instrumentalisée par tous les pauvres de la planète pour faire la révolution, et l'idéologie Wasp, qui en fait est une idéologie valorisant les possédants et leur donnant de la part de Dieu une mission de leadership de l'humanité. Les peuples ne se révoltent pas contre l'American Way of Life mais contre leur pauvreté en comparaison d'une extraordinaire richesse de l'Occident. Au fond, ce choc des civilisations n'est peut-être qu'une globalisation de la lutte des classes !

C. R. : Voilà donc, M. l'abbé, que vous nous rejoignez. Huntington est bien en fait l'ultime avatar, même le plus conservateur soit-il, des Lumières. Il s'inscrit dans une vision progressiste, très mouvante, en tout cas pas enracinée, ni identitaire.

Et là, il y a une instrumentalisation nouvelle. Les Anglo-Saxons, qui n'ont jamais cessé de penser l'empire du monde, le conçoivent différemment depuis quelques années parce qu'ils sont tout à fait conscients qu'ils ont à gérer les trente ou cinquante ans qu'il leur reste de prédominance à l'échelle mondiale, en évitant l'émergence d'un pôle qui serait plus ou moins concurrent. Mais ça ne va pas au delà. Ce n'est finalement que du néoréalisme et je pense qu'Huntington, comme Kagan et d'autres, appartient à une série de nouveaux auteurs réactionnaires – ou néo-réactionnaires si vous voulez –, qui ne sont que la pince la plus à droite d'un processus révolutionnaire, d'une philosophie très influencée par l'historicisme.

La question fondamentale est celle-là : est-ce que le conflit de civilisations, c'est l'intelligibilité de la modernité projetée dans l'histoire politique contemporaine, ou est-ce que c'est une simple idéologie de pouvoir ? On en revient toujours au point de départ…

A. de B. : Il faudrait également préciser ce que l'on entend par « islamisme ». Contrairement à ce que l'on affirme ici ou là, à l'échelle de la planète, l'islamisme politique n'est pas aujourd'hui en hausse, mais en baisse. En dehors du bref épisode des talibans en Afghanistan, partout où les islamistes ont cherché depuis une quinzaine d'années à prendre le pouvoir, ils ont échoué. Et c'est justement parce qu'ils ont échoué que l'on voit se développer le terrorisme. Ce que certains courants extrémistes ou fondamentalistes n'ont pas pu obtenir par la voie des urnes, ils vont chercher à l'obtenir d'une manière plus convulsive.

Le Choc du Mois : Les islamistes sont pourtant bel et bien au pouvoir en Iran, depuis 1979, et son nouveau président, élu, présente pas le visage le plus avenant de l'islam. Et aux élections palestiniennes, le Hamas l'a emporté.

A. de B. : En Iran, on constate surtout un épuisement de la révolution islamique, ce qui explique l'attitude de son nouveau président : il espère relancer une dynamique à la faveur d'une épreuve de force que les Américains sont suffisamment stupides pour envisager. La victoire du Hamas en Palestine est un cas très particulier, car on sait bien qu'elle résulte de raisons politiques et sociales beaucoup plus que religieuses.

De façon plus générale, il suffit d'examiner de près les revendications des islamistes pour constater qu'il s'agit le plus souvent, non de revendications religieuses, mais de revendications politiques sous habillage religieux. Quant au terrorisme islamiste, il ne faut pas oublier que, dans neuf cas sur dix, il a jusqu'à présent surtout tué des musulmans. Cela conduit à nuancer l'appréciation qui tend à représenter les choses comme un affrontement frontal, alors que les contradictions à l'intérieur de chaque camp, et en particulier dans le camp arabo-musulman, sont considérables.

G. de T. : Je pense effectivement qu'on ne peut pas décrire le choc civilisationnel comme un affrontement frontal, et que c'est justement pour ça qu'on a recours à cette idée de civilisations, parce que, en tout cas du point de vue de l'islam, il n'y a pas d'Etat musulman qui ait une véritable importance. Peut-être que, demain, si l'Iran obtient la bombe atomique, elle pourra alors fédérer à nouveau les musulmans. Historiquement, c'est vrai que l'islam ne s'est jamais projeté dans la réalité que sous la forme de l'empire : arabe d'abord, turc ensuite.

A. de B. : Ce n'est certainement pas la bombe atomique qui permettra à l'Iran, pas plus qu'au Pakistan, de fédérer les musulmans ! L'arme nucléaire ne sert en fait qu'à une chose : sanctuariser un territoire. Quant au règne du califat universel, d'une « umma » devenue politiquement consciente d'elle même à l'échelle planétaire, ce n'est qu'un rêve. La vérité est que, depuis deux siècles maintenant, l'islam n'arrive pas à trouver sa place dans le concert des nations. Il se trouve aujourd'hui confronté à une modernité que, d'un côté, il exècre (parfois pour de bonnes raisons) et qui, de l'autre, le fascine. Il demeure en outre hanté par l'idée qu'à une certaine époque, il a été capable de donner naissance à une grande civilisation, dont il ne lui reste plus que le souvenir. D'où une frustration que les « jihadistes » savent très bien instrumentaliser.

Le Choc du Mois : Quelles qu'en soient les causes, sociales, politiques ou autres, il y a donc bel et bien un phénomène d'islamisation ou de réislamisation d'une partie de la planète, y compris en France ?

G. de T. : Je ne suis pas sûr qu'il y ait d'abord une revendication politique. Et je crois justement que l'islam n'arrive pas à matérialiser une revendication politique. Ben Laden est bien sûr un épiphénomène dans le conflit de situation qu'on est en train de vivre, mais je crois que ce qui se passe par exemple en France avec ces jeunes de banlieues qui se réislamisent, c'est-à-dire qui instrumentalisent l'islam pour affirmer leur différence, constitue un danger social et civilisationnel. De même dans toute cette Afrique musulmane dont on parle peu, où vous avez des masses considérables de pauvres qui n'ont d'abord que l'islam pour seule dignité, et qui n'ont qu'un seul rêve : venir en Occident. Et cela, non pas pour s'y assimiler, mais pour y prendre leur part de richesses. L'islam instrumentalise la pauvreté africaine.

A. de B. : Dans les banlieues, la « réislamisation » permet surtout à une partie des jeunes qui sont dans un état de totale carence identitaire, écartelés entre une culture d'origine à laquelle ils ne comprennent plus rien et une culture d'accueil dont ils se sentent exclus et dans laquelle ils ne se reconnaissent pas, de retrouver un semblant d'identité. Mais pour en revenir à la violence, il faut rappeler les extraordinaires responsabilités des Etats-Unis dans la montée de l'islamisme et du terrorisme qu'ils prétendent combattre aujourd'hui. Il ne faut pas oublier qu'à l'époque de la guerre froide, les Américains ont systématiquement favorisé dans le monde arabe les mouvements islamistes contre les mouvements nationalistes laïcs, parce que ceux-ci étaient

souvent proches de l'Union soviétique. Tout le monde sait que Ben Laden et ses amis ont été employés par la CIA lorsqu'il s'agissait de lutter contre l'invasion russe de l'Afghanistan.

C. R. : On peut être encore plus récent. Vous savez que Churchill disait toujours que, « dans un jeu à trois, il faut être l'un des deux ». Dans le jeu à trois entre les Perses, les Etats-Unis et le monde sunnite, dans le processus de remodélisation du Grand Moyen Orient, les Etats-Unis ont choisi leur camp, celui des chiites, qui sont autant de minorités dans tout l'axe arabe et qui ne représentent pas une force en elle-même suffisante pour renverser les régimes mais pour les déstabiliser. Il a suffi pour eux de re-légitimer les lieux saints fondamentaux sacrés et de réhabiliter la hiérarchie du clergé chiite, de l'Iran à l'Irak, puisque l'Irak maintenant est « libéré » de l'oppression sunnite. Les Etats-Unis utilisent le chiisme, et ses nombreuses minorités dans presque tout le Moyen-Orient, comme un levier extraordinaire, pour en quelque sorte en menacer les régimes sunnites.

A. de B. : C'est en effet là une grande ironie de l'histoire. Après avoir encouragé massivement l'islamisme pendant la guerre froide, les Etats-Unis affirment aujourd'hui mener une « guerre totale » contre le fondamentalisme islamique. Moyennant quoi ils sont les alliés de l'Arabie saoudite, c'est-à-dire du pays qui a produit le wahhabisme et les tendances les plus extrêmes de l'islamisme. Et c'est au seul pays à peu près laïc de la région, l'Irak en l'occurrence, qu'ils ont choisi de faire la guerre, avec pour double conséquence de plonger ce pays dans la guerre civile et le chaos tout en donnant le pouvoir aux chiites qui, demain, se solidariseront de l'Iran dans le cas d'une attaque militaire contre ce pays. Ce qui ne manquera pas de fournir de nouveaux terreaux de recrutement aux « jihadistes ».

Le Choc du Mois : A vous entendre, on a l'impression que les Etats-Unis ont joué aux apprentis sorciers et qu'ils ont du mal à appréhender les effets induits, sur le long terme, de leurs pratiques internationales justifiées par les circonstances.

C. R. : Les Etats-Unis nous ont habitués à, disons, ce genre d'incompétences. Ils allient une très grande maîtrise de l'action – c'est le pragmatisme anglo-saxon en général et protestant en particulier – à une très grande incompétence dans la perception sur le long terme. Dans les relations internationales, les Etats-Unis ont accumulé une suite d'échecs assez phénoménaux au regard de leur potentialité de puissance.

Sur l'échec politique de l'islam, cela résulte me semble-t-il de son incapacité à appréhender la notion de modernité. Les musulmans s'y sont opposés au nom de la foi – et, de mon point de vue, ils avaient raison de le faire à ce niveau là – mais les régimes musulmans ont essayé en même temps de satisfaire les revendications temporelles des populations. On a vu des Etats à majorité musulmane se projeter dans l'industrialisme : l'échec a été total. Mais c'est une autre question qui se pose : les islamistes ont-ils besoin de cette puissance étatique pour conquérir ? Ont-ils besoin de cette puissance politique ? Là je crois que nous divergeons.

Ils ont, comme ils nous l'ont bien dit d'ailleurs, le ventre de leurs femmes. Ils ont une présence multicentrée, en forme de peau de léopard, qui ne cesse de s'accroître sur les territoires de l'ancienne chrétienté. Or, pour ce qui concerne la France, la laïcité républicaine est en plein échec puisqu'elle voudrait récupérer cette sociabilité islamique à son profit, ce qui est impossible : cette socialisation est hors du champ politique ; à un moment ou à un autre, elle devient une puissance et il y a une véritable islamisation.

Bien sûr il y a énormément de jeunes de banlieue qui sont uniquement des suivistes, pour lesquels les mots d'ordre suffisent, et qui sont – et c'est vraiment là une notion géopolitique typique – en quête d'identité : c'est le conflit classique dans le cadre de la recherche identitaire. Mais les institutions, le cadre communautaire principal dans lequel ils se reconnaissent de plus en plus, devient exclusivement musulman, jusque dans les rapports les plus intimes. Regardez combien les prescriptions issues des autorités religieuses musulmanes, même si elles sont éclatées, diverses, plurielles, sont beaucoup plus suivies que celles de la République. Regardez combien il y a subordination de la vie sociale à l'islam dans ces micro-sociétés autonomes situées au sein même de la France.

A. de B. : Tout le monde est bien conscient, je crois, des pathologies sociales et sociétales nées de l'immigration, même si l'on manque de recul pour en évaluer les conséquences à long terme. Cela dit, on peut se demander si les « micro-sociétés » dont vous parlez ne sont pas elles aussi la conséquence, certes paradoxale, d'un déni de reconnaissance tout à fait conforme à la tradition politique de l'assimilationnisme jacobin. Au cours de son histoire, la France n'a jamais admis la manifestation sur la scène publique des particularismes ethniques, culturels, linguistiques ou religieux. Ces particularismes étaient systématiquement rabattus sur la sphère privée, l'« intégration » étant censée s'opérer au niveau des seuls individus.

Cette politique est aujourd'hui battue en brèche, mais l'attitude mentale qui la sous-tend n'a guère évolué. La diabolisation du « communautarisme » par tous les partis de droite comme de gauche en témoigne. Celle-ci me paraît avoir surtout pour but de nier la réalité de communautés dont l'existence crève pourtant les yeux. Le meilleur moyen de lutter contre le « communautarisme » est-il de se boucher les yeux ou de mettre en œuvre une politique consistant à reconnaître les communautés en échange de leur reconnaissance d'une loi commune ? On peut au moins se poser la question.

C. R. : Vous avez parfaitement raison sur la difficulté du sujet à long terme. Il y a quand même certains éléments, qui permettent d'apprécier l'avenir à moyen terme ou à long terme. L'Union européenne est maintenant constituée de 25 Etats, demain il y en aura 27. Tous les pays qui sont entrés en 2004 avaient un excédent naturel de population négatif : même la grande Pologne catholique. Savez vous qui est le réservoir humain de l'Union européenne ? C'est la France.

La France a un excédent de 200 000 naissances ; la totalité de l'excédent naturel de l'UE européenne est de 300 000. Si on veut faire une projection à moyen terme, quand on sait quel est le pourcentage dans ce chiffre du taux de natalité de la population extra européenne, on découvre qu'en 2030, le taux de naissance de la population française d'origine extra européenne sera supérieur au nombre de naissance de la population française d'origine européenne. Ça, ce sont des projections qui sont palpables, et qui indiquent quelle sera l'orientation des territoires de l'ancienne chrétienté. Je dis bien : de l'« ancienne chrétienté ».

A. de B. : C'est tout à fait exact, et ces projections sont incontestablement de nature à nourrir le pessimisme. Mais l'évolution des pratiques culturelles et religieuses est encore plus difficile à prévoir que l'évolution des comportements démographiques, surtout dans des sociétés sécularisées gouvernées par le matérialisme pratique et l'utilitarisme ambiant. Là encore, nous manquons de recul. Les émeutes des banlieues, en novembre dernier, avaient un évident caractère à la fois ethnique, social et générationnel, mais pas un caractère religieux. D'ores et déjà, ce que veulent de toute évidence la majorité des jeunes des « cités », ce n'est pas plus de mosquées, mais plus de fric, plus de nanas, plus de belles bagnoles, plus de vêtements de marque. Cela ne veut pas dire qu'il faille s'en féliciter.

Le Choc du Mois : Ces émeutes n'ont en effet pas révélé de rôle moteur de la religion dans le phénomène. Rien n'a établi de lien de causalité entre l'islamisation, réelle ou supposée, d'une partie des insurgés, et cette violence. On a même pu parler de volonté d'apaisement des autorités musulmanes.

C. R. : Vous savez bien qu'on est dans un processus de récupération de pouvoir. C'est-à-dire que celui qui lance la fatwa a presque autant envie de rétablir l'ordre que de démontrer aux autorités républicaines qu'il est désormais en position de contester son pouvoir.

Le danger de la progression démographique que je vous ai citée est qu'il se double d'un phénomène économique à l'échelle mondiale. C'est-à-dire que les sociétés économiquement les plus avancées, face à l'émergence de la Chine et de l'Inde par exemple, vont devoir relever un défi économique majeur. Quel est-il ? Est-ce que c'est l'emploi ? Pas du tout. Cela va être la poursuite de la financiarisation de l'économie mondiale, afin de conserver ou d'obtenir la capacité de financer la haute technologie. Si la France veut être dans les cinq ou dix premiers pays développés du monde, tout comme l'Italie, l'Allemagne ou le Japon, ce n'est pas dans le nombre d'employés qu'elle va s'en sortir, tout comme les Etats-Unis, c'est dans la capacité à

financer la recherche et donc à maîtriser les plus hautes technologies.

Conclusion : à l'intérieur de ces pays-là, d'un point de vue uniquement économique, cela devrait coûter moins cher d'entretenir un taux de chômage important, des populations socialement maintenues dans une prolétarisation relative, mais avec un certain confort, grâce aux aides sociales ; sur ce terrain-là, l'islam ou l'islamisme, même s'il n'est que culturel ou à vocation de recherche identitaire, va proliférer. Rien n'indique pour l'instant que le beur de banlieue, qui, pour l'instant, est en recherche d'identité, va pouvoir, par l'emploi, trouver peut-être l'idéal de consommation qui pourrait l'extirper de cette « crise ».

Dans la confusion immigration/islam, on voit pour l'instant que les deux tendances lourdes que sont la démographie et l'évolution économique et financière mondiale, puisqu'elle est globalisée, ne vont pas dans un sens pacifique mais plutôt belligérant.

G. de T. : Je voudrais insister un peu sur cette dimension potentiellement révolutionnaire de l'islam, et sur le fait qu'au fond, ce que ce qu'on appelle guerre de civilisations risque de cacher une autre réalité qui est la réalité révolutionnaire. Il me semble que le modèle qu'essaie de décrire assez hypocritement la guerre de civilisations, c'est le bon vieux modèle révolutionnaire globalisé, où on a des millions, des dizaines de millions, des centaines de millions de pauvres, qui, avec la facilité des communications, pourront de plus en plus venir frapper à la porte de l'Occident. L'Occident ne pourra pas indéfiniment leur dire non, mais il ne sait pas comment répondre à ces pauvres.

C. R. : Donc vous êtes d'accord avec le fait que les deux « pinces » de la modernité sont en marche contre l'ordre naturel, la « pince réactionnaire » et la « pince révolutionnaire »…

G. de T. : Au-delà de ça, il me paraît important de souligner qu'on assiste à une ultime opposition entre la vieille culture occidentale, qui n'existe plus, et l'inculture dominante qui règne dans différents pays européens. Autrement dit, on s'oriente vraiment vers un monde d'ensauvagement et c'est ça le véritable enjeu de la guerre de civilisations. Est-ce que l'Occident est capable de réassumer sa culture et de donner envie aux populations qui frappent à sa porte de se l'approprier ? Ou bien est-ce que l'Occident entend, depuis Mai 68, renoncer à sa culture, en la considérant comme un luxe, voire comme « fasciste », et finalement inappropriée à cette vaste population d'assistés qui représente l'avenir social du monde ?

A. de B. : Je crois qu'il ne peut pas et ne veut pas répondre, car il devrait pour cela remettre en cause les fondements d'un système de valeurs – la logique du profit, l'axiomatique de l'intérêt, le bonheur par la consommation, l'idéologie de la marchandise – qu'il a fait sien et qu'il considère actuellement comme indépassable. Finalement, c'est peut-être là que réside notre véritable problème de « civilisation » : peut-on encore sortir d'un système social-historique et d'un modèle de développement que l'« Occident » véhicule dans le monde entier, qui tend à transformer la planète en un immense supermarché où les riches sont toujours plus riches, et les pauvres toujours plus pauvres ? Apporter une réponse à cette question permettrait déjà de changer le sens de la « guerre de civilisations ».

G. de T. : A cet égard, il n'est pas tout à fait vain de souligner que l'expression guerre de civilisations a été utilisée en 1969 par Jules Monnerot, pour définir cette opposition entre ceux qui veulent assumer et transmettre la culture occidentale, et ceux qui sont persuadés que ce n'est plus la peine dans le matérialisme dominant…

A. de B. : Mais c'est précisément la culture occidentale qui a répandu le matérialisme dominant…

G. de T. : Justement, la culture occidentale est « sommée de se purifier » par la crise actuelle, qui est donc bien une crise de civilisation.

C. R. : Le philosophe Augusto Del Noce décrit bien la situation, qui définit l'aboutissement auquel on en est arrivé

comme la « société d'opulence ».

A. de B. : C'est le communisme réussi !

C. R. : Et nous revoilà bien entre les pinces ! Coincés entre ces deux pinces que sont à la fois le « conservatisme le plus oppressif de l'histoire », qui est celui des Américains néo-conservateurs, et la pince révolutionnaire qui est aujourd'hui le prolétariat musulman, que je considère quand même comme très musulman, c'est-à-dire ontologiquement très répressif. L'identité de l'islam possède une récurrence de persécution, notamment anti-chrétienne… Cette pince est explosive. Où se trouve alors la solution ? A mon sens, elle est ailleurs, dans le retour à la Tradition, avec un « t » majuscule, qui fonde la connaissance de l'ordre naturel et théologique.

Le Choc du Mois : Si vous deviez chacun résumer, en conclusion, l'essentiel de ce qui est finalement en jeu dans ce débat ?

A. de B. : Face à l'idée d'un « choc des civilisations », il y a, non pas deux, mais trois attitudes possibles. Il y a ceux qui n'y croient pas. Il y a ceux qui croient qu'un tel conflit est possible, et qui s'efforcent de le prévenir parce qu'ils le déplorent. Il y a enfin ceux qui y croient, mais qui s'en félicitent et s'emploient à mettre le maximum d'huile sur le feu. Bien distinguer entre ces trois catégories-là permettrait déjà de mieux comprendre ce qui est en jeu.

C. R. : Il a été bien démontré effectivement que les notions géopolitiques de pluralité des causes explicatives sont essentielles, et que l'interprétation monocausale simpliste ne peut servir que des intérêts de puissance portés notamment par l'instrumentalisation géopolitique d'un authentique conflit de civilisation.

G. de T. : Je dirais que, au fond, l'idée de choc des civilisations est profondément réactionnaire, qu'elle va contre la réalité sociale mondiale, qui est qu'il n'y a qu'une seule civilisation qui est la civilisation occidentale, à laquelle tout le monde aspire, et que, par conséquent, le véritable problème n'est peut être pas celui du choc des civilisations mais celui de la crise de cette civilisation occidentale.

Débat animé par Bruno Larebière et Victor Rivéra